

Enquête sur les soins médicaux 2019 : la situation reste tendue

Pénurie de personnel dans les soins médicaux de premier recours, suroffre chez les spécialistes : dans le canton de Berne, la fracture au niveau de la prise en charge médicale est toujours présente. Désormais, pédiatrie et psychiatrie luttent aussi contre des difficultés dans les régions urbaines. Chirurgie orthopédique, radiologie et cardiologie ne connaissent en revanche pas de problèmes liés à la relève.

Texte : Prof. Dr méd. Aristomenis Exadaktylos, secrétaire scientifique de la SMCB et Markus Gubler, service de presse et d'information

Pour la septième fois cet été, la Société des Médecins du canton de Berne a interrogé ses membres en exercice – 2054 personnes ont été contactées dans tout le canton. Au total, 617 médecins ont participé à l'enquête (rapport : 36 % de femmes, 64 % d'hommes), ce qui correspond à un taux de réponse de 30 %. La majeure partie des personnes ayant répondu sont âgées de 50 à

60 ans. Le questionnaire n'a pas connu de modifications substantielles par rapport aux enquêtes précédentes, ce qui permet d'analyser l'évolution de la situation des services médicaux dans le canton sur une période relativement longue.

Neuf à dix jeunes pratiquent en cabinets de groupe

En 2013, nous avons demandé pour la première fois à nos membres dans quel type de cabinet ils exerçaient. A l'époque, les cabinets individuels étaient encore majoritaires.

Alors qu'il y a six ans, seulement 46 % des médecins ayant participé à l'enquête travaillaient dans des cabinets de groupe ou centres médicaux, ce chiffre est passé à

61 %

en 2019.

Une hausse de cinq points par rapport à 2017. En revanche, les cabinets individuels disparaissent de plus en plus. Encore 35 % des médecins bernois participants travaillent seuls. Les modèles de travail en cabinet de groupe sont très appréciés chez les femmes. Parmi les médecins femmes ayant participé à l'enquête, deux sur trois exercent aujourd'hui sous cette forme. L'avenir appartient clairement aux cabinets de groupe, comme le montrent les chiffres concernant la jeune génération :

87 %

des moins de 40 ans indiquent s'être associés avec des collègues.

Les médecins de famille sont plus rares dans la région de Berne

En 2013, 46 % des participants étaient d'avis que le canton de Berne manquait de médecins généralistes. Ce chiffre a considérablement augmenté lors des enquêtes suivantes : aujourd'hui, 51 % des personnes ayant répondu à l'enquête parlent d'insuffisance des soins médicaux, seules 42 % sont satisfaites. Les médecins femmes sont plus pessimistes que leurs collègues hommes dans l'évaluation de la prise en charge médicale (54 % contre 49 %). Les médecins jugent également la situation bien plus négative que les années précédentes (2019 : 49 %, 2017 : 43 % ; 2015 : 40 % ; 2013 : 45 %). Il en va de même pour les médecins généralistes eux-mêmes. Au quotidien, ils ressentent cruellement la pénurie de médecins.

En 2017, 49 % des participants avaient indiqué une insuffisance des soins médicaux généralistes dans le canton de Berne. Ils sont désormais

54%.

Les difficultés sont perçues différemment au niveau régional. Les régions de Bienne, du Seeland, de la Haute-Argovie et de l'Emmental sont particulièrement affectées par la pénurie de médecins de famille. Sept participants à l'enquête sur dix estiment que les médecins généralistes en exercice sont trop peu nombreux à Bienne et dans le Seeland. 88 % des participants jugent même que la région d'Interlaken et d'Oberhasli ne dispose pas de suffisamment de médecins de famille. En revanche, la situation semble se détendre dans le Jura. La moitié des participants considèrent que le nombre de médecins généralistes dans la région est suffisant.

Au niveau du canton dans son ensemble, on manque de psychiatres et de psychothérapeutes

Encore plus que pour les médecins de famille, les participants à l'enquête jugent importante la pénurie de pédiatres. 54 % considèrent que le nombre de pédiatres exerçant dans le canton est insuffisant. Les médecins femmes sont plus pessimistes que leurs collègues hommes dans leur évaluation de la situation (67 % contre 48 %). L'insuffisance des soins médicaux s'étend à de vastes parties du territoire cantonal. En Haute-Argovie, il manque de nombreux pédiatres. 82 % des médecins ayant participé à l'enquête considèrent que la région est en situation de pénurie pédiatrique.

Dans la ville de Berne,

52 %

des participants indiquent que la prise en charge médicale des enfants et des jeunes n'est plus suffisamment garantie (2017 : 54 %).

La situation de la pédopsychiatrie reste tendue. Pour 65 % des participants, les spécialistes exerçant dans le canton ne peuvent garantir une offre de soins suffisante au niveau du canton (2017 : 64 %). Six participants sur dix constatent désormais une insuffisance des soins dans la psychiatrie et la psychothérapie. Une hausse de neuf points par rapport à la dernière enquête de 2017.

Suffisamment de chirurgiens, d'orthopédistes et de cardiologues depuis des années

L'offre de soins des chirurgiens, orthopédistes, pneumologues, radiologues et cardiologues est jugée plus que suffisante dans le canton de Berne depuis des années :

depuis 2009, près de

70 %

des participants estiment que la situation est suffisante, voire excédentaire dans ces disciplines.

En néphrologie et oncologie aussi, le canton de Berne est très bien doté : comme en 2017, près de sept médecins participants sur dix ne perçoivent pas de difficultés. Les patientes et patients souffrant de troubles gastro-entérologiques et urologiques continuent de bénéficier d'un accès rapide à des spécialistes (gastro-entérologie : prise en charge suffisante à 79 % ; urologie : prise en charge suffisante à 70 %). Dans d'autres spécialités, telles que la dermatologie et la neurologie, la pénurie au niveau du canton n'est pas aiguë – même si des pénuries régionales se manifestent. Comme lors de la dernière enquête en 2017, cette année aussi, une majorité des participants de la région de Thounne considère que trop peu de dermatologues exercent localement (62 % ; 2017 : 56 %). Le constat est le même pour les gynécologues : tandis que 53 % des participants jugent que les soins sont suffisamment garantis dans le canton, plus de la moitié des médecins participants déplorent une pénurie autour de Bienne (52 %).

Numérisation en hausse dans les cabinets médicaux

En 2015, l'enquête demandait pour la première fois aux médecins comment ils géraient les dossiers des patients et la facturation dans leurs cabinets. A cet égard, on constate une importante hausse :

aujourd'hui,

62 %

des participants facturent par voie électronique et saisissent les dossiers de leurs patients par voie informatique (2017 : 57 %, 2015 : 45 %).

Par ailleurs, 26 % utilisent des solutions informatiques de facturation, tandis que seuls 4 % travaillent de manière purement analogique (2017 : 9 %).

83 %

des médecins de moins de 45 ans ayant participé à l'enquête ont entièrement recours à la numérisation.

Néanmoins, la plupart de leurs collègues plus âgés ayant répondu à l'enquête (62 % des plus de 50 ans) sont aussi désormais passés à des systèmes électroniques de gestion de cabinet.

Scepticisme très répandu à l'égard de BeHealth

Avec le projet BeHealth, les autorités cantonales voulaient mettre en œuvre les prescriptions de la loi fédérale sur le dossier électronique du patient dans le canton de Berne. En revanche, le sujet n'a suscité qu'un intérêt limité auprès des médecins en exercice ayant participé à l'enquête.

39 %

des participants ne sont plutôt pas ou pas du tout intéressés par le sujet.

Un peu plus d'un tiers (37 %) soutient aujourd'hui par principe l'introduction du dossier électronique du patient. Mais seuls deux participants sur dix peuvent s'imaginer proposer à l'avenir le dossier à leurs patients. Si des écarts importants étaient apparus dans les groupes d'âge il y a deux ans, ces écarts ont disparu depuis. En 2017, la moitié des participants à l'enquête âgés de moins de 40 ans avait l'intention de créer elle-même des dossiers électroniques. Ils sont désormais moins d'un quart (2019 : 23 %). Plus de neuf participants sur dix ne participent à un projet de mise en œuvre eHealth, ni au niveau cantonal, ni national. Le faible niveau des attentes du corps médical à l'égard du dossier électronique du patient est mis en évidence par la question de l'enregistrement des données par les patients eux-mêmes. 94 % des participants à l'enquête souhaitent limiter l'accès, afin que les patients ne puissent saisir que des coordonnées.

La situation de la prise en charge médicale reste tendue

La dernière enquête sur la prise en charge médicale confirme les tendances à long terme des enquêtes précédentes. Pour des domaines de spécialités comme la médecine interne générale et la pédiatrie qui, déjà en 2009, étaient confrontés à une insuffisance de personnel, les graves problèmes liés à la relève existent toujours. Les spécialités qui étaient bien dotées en personnel il y a huit ans le sont toujours aujourd'hui. La vague de départs à la retraite qui nous attend montre clairement que la situation de la prise en charge médicale continuera de s'aggraver dans certaines spécialités :

4 sur 10

médecins qui ont participé à l'enquête en 2019 souhaitent mettre fin à leur carrière dans les dix prochaines années.

Le principal en bref

- Le taux de réponse à l'enquête est de 30 %.
- 61 % des médecins bernois ayant participé à l'enquête sur la prise en charge médicale travaillent aujourd'hui dans des cabinets de groupe ou des centres médicaux (2013 : 46 %). Chez les femmes médecins, ce chiffre atteint 67 % et même 87 % chez les moins de 40 ans.
- 51 % estiment que les médecins généralistes sont sous-représentés dans le canton de Berne (2017 : 47 %). 54 % trouvent qu'il y a trop peu de pédiatres en exercice. Les centres urbains tels que la ville de Berne sont désormais également concernés.
- Plus de 70 % des participants sont d'avis qu'il y a suffisamment de chirurgiens généralistes et d'orthopédistes, de radiologues et de cardiologues dans le canton de Berne.
- 62 % des médecins ayant participé à l'enquête utilisent la facturation électronique et saisissent les dossiers sur informatique (2017 : 57 %, 2015 : 45 %).
- 44 % des participants cesseront leur activité au plus tard dans dix ans.

Questions

Si vous avez des questions au sujet de l'étude, le secrétariat de la SMCB (info@bekag.ch) vous répondra volontiers.